

TRUSTEESHIP  
COUNCILCONSEIL  
DE TUTELLE

T/AC.14/5

8 février 1949

FRENCH

ORIGINAL : ENGLISH

CONSEIL DE TUTELLE

Quatrième session

Comité chargé des Unions administratives

-----

LA QUESTION DES UNIONS ADMINISTRATIVES AU COURS DE LA  
NEGOCIATION DES HUIT ACCORDS DE TUTELLE A L'ASSEMBLEE GENERALE  
ET A SA QUATRIEME COMMISSION EN 1946Mémoire préparé par le Secrétariat

1. L'Assemblée générale, à la deuxième partie de sa première session (23 octobre - 16 décembre 1946) avait renvoyé à sa Quatrième Commission les projets d'accords de tutelle que lui avaient présentés les cinq Puissances mandataires (Australie, Belgique, France, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) en ce qui concerne les huit territoires que ces Puissances administraient en vertu d'un mandat. Après un bref examen préliminaire, la Quatrième Commission avait renvoyé les projets à sa première Sous-Commission qui, outre les cinq Puissances mandataires, comprenait les membres suivants : Canada, Chine, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Irak, Mexique, Pays-Bas, Tchécoslovaquie, Union Sud-Africaine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Uruguay (Président) et Yougoslavie. En outre, le représentant de la République socialiste soviétique de Biélorussie, invité par la Sous-Commission, a assisté à certaines séances où ont été discutées des modifications aux projets d'accord que cette délégation avait présentés.
2. Au cours des débats à la Sous-Commission I de la Quatrième Commission, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques s'est déclaré opposé à une disposition qui rendait possible l'union de territoires sous tutelle avec d'autres territoires coloniaux. Il a exprimé l'opinion que les territoires sous tutelle ont un caractère propre et qu'ils ne doivent pas être unis à des territoires placés sous la souveraineté directe de l'autorité chargée de l'administration; que des unions telles que celles qui étaient envisagées ne peuvent se justifier qu'entre territoires ayant exactement le même statut (A/C.4/Sub.1/82), et que la disposition dont il s'agissait tendrait à faire entrer les territoires sous tutelle dans la catégorie des territoires coloniaux, ce qui entraverait leur évolution au lieu de la favoriser (A/C.4/Sub.1/19). Le représentant de l'Union des

Républiques socialistes soviétiques a estimé que les termes employés étaient l'expression indirecte d'une tendance à l'annexion, dont la clause prévoyant que le territoire serait administré "...comme partie intégrante..." était l'expression plus directe (A/C.4/Sub.1/82).

3. Le point de vue du représentant de l'Inde a été, dans l'ensemble, analogue à celui du représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, sauf que les objections formulées par ce représentant ont surtout porté sur les possibilités que laissaient entrevoir les mots "union administrative ou fédération" - c'est-à-dire qu'elles n'étaient pas aussi grandes en ce qui concernait les unions douanières. Une administration dont la politique est "réactionnaire", a déclaré le représentant de l'Inde, a tendance à exercer une influence sur la politique des territoires voisins, et il craignait les conséquences que pourrait avoir pour le Tanganyika une union administrative avec le Kenya; le Tanganyika, à son avis, a une superficie assez étendue pour être traité comme une entité distincte (A/C.4/Sub.1/82). En outre, et en ce qui concerne la Nouvelle-Guinée, l'Inde prenant en considération la législation australienne sur l'immigration, a émis l'opinion que la disposition en question pourrait opérer contre les droits des autres Membres des Nations Unies (A/C.4/Sub.1/19).

4. Le représentant de l'Irak, qui partageait les opinions reproduites ci-dessus, a demandé que l'on insère dans le projet d'accord les mots : "que n'est impliquée aucune unité politique ou constitutionnelle" (A/C.4/Sub.1/82).

5. Le représentant des Etats-Unis a estimé que l'application de la disposition en question servirait les intérêts économiques des territoires sous tutelle plutôt que de leur nuire. De plus, a-t-il déclaré, l'association d'une administration libérale avec une administration qui l'est moins peut tout aussi bien rendre la seconde plus libérale (A/C.4/Sub.1/82).

6. Le Canada a cité en exemple les avantages qu'avait donnés au Canada et aux Etats-Unis, sans nuire ni à l'un ni à l'autre l'union douanière que ces deux pays avaient conclue (A/C.4/Sub.1/82).

7. Le représentant de l'Australie a expliqué que la clause en question serait appliquée en Nouvelle-Guinée dans le seul intérêt du territoire et que celui-ci pourrait n'avoir aucun avantage à être administré d'une façon isolée par rapport aux autres territoires ayant des conditions analogues; en conséquence, il a estimé que la clause en question était indispensable à une bonne administration (A/C.4/Sub.1/19). En outre, il a estimé que le fait de refuser aux autorités chargées de l'administration le droit de réaliser une association entre le territoire sous tutelle et les territoires voisins équivaldrait à mettre fin à l'association existant entre la Nouvelle-Guinée et la Papouasie, et qu'il n'était pas fondé de suspendre,

dans l'intérêt des habitants, les mesures de coopération. Le Conseil de tutelle aurait toute liberté d'examiner l'usage qui serait fait du droit en question et d'exprimer son opinion s'il estimait que telle ou telle mesure particulière allait à l'encontre de l'intérêt bien compris du territoire. Quant à l'opinion exprimée par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, à savoir que de telles unions ne pouvaient se justifier qu'entre territoires ayant le même statut, le représentant de l'Australie a soutenu que la Nouvelle-Guinée et la Papouasie ont atteint un degré de développement comparable (A/C.4/Sub.1/82).

8. Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il ne partageait nullement le point de vue de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, et a cité l'exemple de l'union douanière existant entre la Belgique et le Luxembourg; il a également rappelé que la Commission permanente des mandats avait nettement déclaré, en 1938, qu'il ne fallait créer aucune barrière douanière artificielle entre le Ruanda-Urundi et le Congo belge (A/C.4/Sub.1/82).

9. Le représentant de la France a déclaré que son pays n'avait établi d'unions douanières ou autres que pour servir les intérêts économiques des territoires devant être associés, et il a en outre indiqué qu'il entraînait dans la politique générale de la France de préserver l'intégrité et l'individualité de chaque territoire sous tutelle même dans le cas où des services communs ont été établis entre l'un d'eux et un territoire français voisin, le Gouvernement de la France s'est efforcé de ne pas amoindrir le caractère individuel du premier (A/C.4/Sub.1/81 et A/C.4/Sub.1/82).

10. Le représentant du Royaume-Uni a comparé à un plat d'oeufs brouillés le processus de coordination économique qui, avec la sanction du régime des mandats, s'était opéré, par exemple dans le Tanganyika et les territoires britanniques de l'Afrique orientale voisins. Remettre les oeufs dans leur état premier était pour ainsi dire impossible, mais la coordination avait procuré des avantages et le représentant du Royaume-Uni a donné l'assurance que le Tanganyika conserverait pleinement son individualité (A/C.4/Sub.1/82).

11. La Sous-Commission a repoussé la proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques tendant à supprimer la disposition relative aux unions administratives par 6 voix pour, 10 contre, et une abstention, et la Quatrième Commission par 9 voix pour, 20 contre, et 9 abstentions. La Sous-Commission a repoussé la proposition de l'Inde (visant seulement à empêcher les unions ou fédérations politiques) par 4 voix pour, 9 contre et 4 abstentions, et la Quatrième Commission par 18 voix pour, 19 contre et 2 abstentions. Les quatre autorités intéressées chargées de l'administration ont cependant accepté de préciser, afin qu'il ne subsiste aucun doute, les intentions profondes de la disposition en question, et l'on a fait figurer en conséquence,

tant dans le rapport de la Sous-Commission que dans celui de la Quatrième Commission (A/258), le passage suivant :

".....les délégations de l'Australie, de la Belgique, de la France et du Royaume-Uni.... désirent donner l'assurance qu'elles ne considèrent pas les termes des articles cités ci-dessus comme autorisant les gouvernements chargés de l'administration à établir une forme quelconque d'association politique entre les territoires sous tutelle qu'ils administrent respectivement, d'une part, et les territoires avoisinants, d'autre part, qui entraînerait, l'annexion des territoires sous tutelle, sous quelque forme que ce soit, ou qui aurait pour effet d'effacer leur statut de territoire sous tutelle."

12. Il existe quelques différences de rédaction entre les divers articles relatifs aux unions douanières et autres, ou aux fédérations. Les accords présentés par l'Australie, la Belgique et le Royaume-Uni permettent de telles unions si elles sont compatibles avec les fins du Régime de tutelle; les accords présentés par la France, au contraire, ne les permettent pas sauf si elles sont de nature à favoriser la réalisation de ces fins. Enfin, seuls les accords présentés par la France stipulent que ces unions ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement de l'assemblée territoriale.

13. La différence de rédaction, entre l'accord présenté par l'Australie et les autres a suscité une discussion à la Sous-Commission. Aux termes de l'accord relatif à la Nouvelle-Guinée, l'autorité chargée de l'administration peut faire entrer le territoire dans une union comme celle dont il s'agit "si, à son avis, il est conforme aux intérêts du territoire et compatible avec les fins essentielles du Régime de tutelle de le faire..."

Le représentant des Etats-Unis a fait observer que les mots soulignés ne figuraient dans aucun des autres accords et a demandé leur suppression (A/C.4/Sub.1/85). Le représentant de l'Australie a fait remarquer (A/C.4/Sub.1/19), que les mots en question ne faisaient que préciser le sens d'une stipulation semblable du mandat, sans en modifier le fond; et que, sous réserve de la surveillance confiée à l'Assemblée générale et au Conseil de tutelle, l'Australie, en tant qu'autorité chargée de l'administration, était la seule autorité compétente pour décider si une mesure particulière qui pourrait être prise aux termes de l'article en question, était ou non conforme à la fois aux intérêts de la Nouvelle-Guinée et à la Charte (A/C.4/Sub.1/19). Bien que la proposition des Etats-Unis ait été adoptée par la Sous-Commission 1 (A/C.4/Sub.1/85) par 8 voix pour, 5 contre et 4 abstentions, l'Australie n'a pas cru pouvoir supprimer les mots en question.